

12 mai 2006

La mondialisation des syndicats

On est bien au fait de la mondialisation des transnationales, de l'encadrement de ce marché mondial par les institutions de Bretton Wood (OMC, FMI, BM), de son directoire politique par le G7 et le Conseil de sécurité de l'ONU et, last but not least, de sa sécurisation par l'armée étasunienne et celles de l'OTAN. En face, la mondialisation des résistances n'en est qu'à ces premiers balbutiements. Elle est surtout visible par les Forum sociaux mondiaux à la Porto Alegre maintenant disséminés aussi en Afrique, en Asie et en Europe mais non en Amérique du Nord où même le modeste Forum social québécois a dû être annulé faute de soutien. Mais même mondialement, sa capacité mobilisatrice s'est essouffée depuis les grandes manifestations anti-guerre du 15 septembre 2003 qui avait rassemblé 15 millions de personnes à travers le monde, une première mondiale qui annonce le nouvel internationalisme du XXI^è siècle.

On remarque, cependant, un retour du pendule en termes d'un enracinement national tel que mentionné dans mon message 8 mai dernier : jeunesse étudiante en France et au Québec, mouvement latino aux ÉU, mouvement autochtone en Bolivie, auquel le gouvernement Morales a dû concéder une dénationalisation dont l'aboutissement est cependant douteux, au Mexique (l'autre campagne très réussie des Zapatistes) et en Ontario. Reste que le cœur d'une éventuelle riposte mondiale à grande échelle et soutenue dépend d'une mondialisation du mouvement syndical laquelle retarde. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne s'y passe rien.

Le Devoir d'hier, jeudi (voir ci-contre), relatait une assemblée annuelle mouvementée de Quebecor, un joyau de la couronne de la transnationalisation québéco-canadienne, où des syndiqués Teamsters brésiliens, français et étasuniens (où étaient ceux du Québec ?) ont fait sué le président de l'assemblée, nul autre que l'ex premier ministre du Canada et père du premier accord mondial de libre-échange en 1988, l'ALÉ. Cette petite action est bien sûr loin d'une grève mondiale contre Quebecor -- on peut même se demander si la direction conservatrice des Teamsters la souhaite -- mais elle indique une nouvelle tendance.

Pourtant une solidarité mondiale effective serait urgente pour les nouveaux syndicats irakiens, au-delà des visites réciproques entre eux et les des syndicats britanniques, pris entre l'enclume d'un gouvernement anti-syndical répressif et les assassinats terroristes au point que même The Economist s'en émeut et voit ce mouvement comme un élément essentiel d'une restauration démocratique (voir article en anglais ci-contre).

En attendant, le site web multilingue "LabourStart" (<http://www.labourstart.org/>) fournit quotidiennement une ample revue de presse des nouvelles syndicales à travers le monde (on peut sélectionner un pays et une langue bien que les informations en anglais y soient plus complètes). On peut aussi s'inscrire pour ses appels de soutien à certaines luttes syndicales où un blitz de messages électroniques peut faire une différence.

Marc Bonhomme

Le Devoir

ÉCONOMIE, jeudi 11 mai 2006, p. b3

Assemblée houleuse chez Quebecor World

Des employés américains, français et brésiliens ont monopolisé la période de questions

Desjardins, François

À peine un an après la signature d'une trêve entre la compagnie et les autorités syndicales, l'assemblée annuelle des actionnaires de Quebecor World a été prise d'assaut hier par une avalanche d'allégations concernant le présumé comportement antisyndical de certains directeurs d'imprimerie et les lacunes de sécurité dont souffriraient des usines.

Coordonnés par le syndicat des Teamsters, qui mène une campagne de syndicalisation dans plusieurs établissements, des employés venus du sud des États-Unis, de la France et du Brésil ont monopolisé la période de questions pour demander des explications au président du conseil, Brian Mulroney.

Faisant preuve d'un calme exemplaire, l'ancien premier ministre a encaissé sept questions consécutives sur un même thème - situation rarissime lors de ces événements - en prenant soin d'affirmer chaque fois que l'entreprise n'avait rien à se reprocher et que les employés devaient plutôt diriger leurs doléances à la vice-présidente des ressources humaines.

«Le harcèlement des syndicats ne fait absolument pas partie de nos politiques, que ce soit aux États-Unis ou en Amérique latine», a dit M. Mulroney à un employé brésilien venu relater, grâce à une interprète, le congédiement de deux dirigeants syndicaux. À une employée américaine qui racontait des accidents de travail à l'usine de Fernley, au Nevada, il a dit qu'«il n'y a rien de plus important que la santé et la sécurité des employés».

M. Mulroney a toutefois reconnu qu'«en période de rencontres qui favorisent la venue d'un syndicat dans un endroit quelconque, il risque parfois d'y avoir

certaines difficultés». Présentement, le tiers des 18 000 employés américains de Quebecor World sont syndiqués.

Quebecor World a déposé une plainte en Cour fédérale à Chicago, lundi, en affirmant que les autorités syndicales avaient violé la trêve à la fin d'avril. La compagnie déplore que les Teamsters aient distribué des tracts devant certains magasins de la chaîne américaine d'accessoires de maison Crate & Barrel, qui fait imprimer ses catalogues par Quebecor World. Les Teamsters affirment qu'il s'agit simplement d'une campagne d'information.

La compagnie, qui imprime tant les magazines Time et Fortune que les romans Harry Potter, a aussi dévoilé hier les résultats de son premier trimestre. Il s'en est dégagé une perte nette de six millions contre un bénéfice net de 6,5 millions l'an dernier. La perte de certains gros contrats a fait reculer le chiffre d'affaires de 5 % à 1,47 milliard.

L'entreprise a mentionné les difficultés du marché de l'impression face à la progression des nouveaux médias, la pression baissière sur les prix et les coûts de l'énergie. La compagnie complète un ambitieux programme d'investissement pour moderniser certains établissements. Depuis 2000, Quebecor World a tellement réduit son effectif que celui-ci totalise 29 900, contre 42 500 il y a six ans.

L'assemblée d'hier était la dernière à laquelle Pierre Karl Péladeau assistait en qualité de p.-d.g. Ayant décidé de se concentrer sur le développement de Quebecor Media, M. Péladeau laisse sa place à Wes Lucas, un Américain qui dirigeait auparavant Sun Chemical, un producteur d'encre et de pigments. M. Lucas est le cinquième p.-d.g. en trois ans.

L'action, qui a perdu 75 % de sa valeur depuis avril 2002, a reculé hier de 16 ¢ à 12 \$ à la Bourse de Toronto.

AFRICA & MIDDLE EAST

Iraq's trade unions

Tender shoots in weed-bound soil
May 4th 2006 | IRBIL
From The Economist print edition

Attacked by insurgents, hobbled by factions, Iraq's unions fight for air

AN ELECTRICIAN in Basra plunges to his death while repairing a pylon, felled by a sniper's bullet. A group of construction workers are stopped at a bogus checkpoint near Baquba, north-east of Baghdad, and then taken off their bus and shot. A secondary-school teacher in Mosul is gunned down as she leaves for work in defiance of insurgents' demands that she stay at home. These apparently unrelated attacks, in different parts of Iraq, occurred on the same morning last month. They would have gone largely unnoticed but for the fact that the ten people killed that day were all members of the country's increasingly vocal trade-union movement.

According to the Iraqi Workers' Federation (IWF), more than 2,000 of its members have been killed as a direct result of the economic scorched-earth policy waged by the insurgency. Assaults on oil pipelines and electricity substations have left a trail of human casualties. Teachers, health-care workers and civil servants are also considered "legitimate" targets. It is not just the rank-and-file who are at risk: union leaders have been picked out for assassination. In the most notorious case, in January 2005, Hadi Saleh, the founding father of the post-Saddam union movement and president of the Iraqi Federation of Workers' Trade Unions, was tortured and then shot by gunmen, thought to be survivors of the former regime.

Iraqi unions had been battered for some 30 years by the Baathists, who had eradicated any organisation that resisted party rule. After Saddam Hussein's removal in April 2003, a new, independent movement came swiftly to life. The IWF, the teachers' union and other associations now lay claim to up to 1m members. They have notched up a series of successes, challenging the hiring and wage policies of foreign-owned contractors in the oil industry (the privatisation of which they strongly oppose), as well as winning extra security protection for reconstruction workers in Baghdad and central Iraq.

But at a recent meeting in Irbil with British trade unionists, Iraq's union leaders made urgent pleas for solidarity and help from their comrades in the international labour movement. "We will always fight to protect our members' rights," said Hadi Ali, the IWF's vice-president. "It doesn't mean we are against change...We are also all fighting to transform Iraq into a sustainable democracy, and unions may well be the most powerful weapon in that battle."

It is not just the chronic insecurity that is making life tough for Iraqi workers and their representatives. Unionists accuse the new Iraqi authorities of exploiting Saddam-era laws to suppress their new-found independence. Making matters worse, there are reports that Islamist parties linked to the Shia-led government are trying to create client, sectarian unions.

Particular concern is caused by Decree 8750, passed last August by the interim administration of Ibrahim al-Jaafari. This provides for state control of the finances of all of Iraq's trade unions, and is seen as threatening their independence. A free

trade-union movement, argue members, would do much to help the country avoid the ethnic and sectarian disputes at grassroots level that threaten to escalate into civil war. Historically, both the members and leaders of Iraq's unions have cut across ethnic and religious lines.

Hashmiya Mohsen, the feisty head of the Basra branch of the electricity workers' union, lists other ways in which independent, democratic unions can contribute to reconstruction: the inclusion of marginalised groups (women, for instance); the acceptance of elections as a part of life; and lessening the suspicion between local workers and foreign employers.

But first, says Ms Mohsen, one of very few female union bosses, the new prime minister, Jawad al-Maliki, should repeal Decree 8750. Determined to keep the idea of independence alive, she argues that getting rid of the decree "would be the best sign yet that Iraq's unions are seen as partners and not obstacles to our future."